

LES KURDES, UN PEUPLE EN QUÊTE D'ÉTAT UN SIÈCLE DE DÉNI ET D'

Privés d'un Etat indépendant pourtant négocié à la fin de la Première Guerre mondiale, les Kurdes ont hérité d'un territoire écartelé sur quatre pays : la Syrie, la Turquie, l'Irak et l'Iran. La pire configuration qui soit pour créer une cause commune.

PAR PASCAL VAREJKA

En 1920, le traité de Sèvres qui démembrait l'Empire ottoman prévoyait de créer un Kurdistan indépendant dans l'est de l'Anatolie. Mais le sursaut nationaliste turc orchestré par Mustafa Kemal empêcha qu'il voie le jour. Depuis, les Kurdes demeurent le plus grand peuple privé d'Etat et de droits politiques : ils sont entre 30 et 40 millions selon les évaluations. La majorité des Kurdes (20 millions) vivent en Turquie ; l'Iran en compte de 9 à 10 millions ; l'Irak, de 5 à 7 millions ; la Syrie, de 2 à 3 millions (1). La superficie du territoire qu'ils occupent est de 550 000 km², soit environ la taille de la France.

Divisés, discriminés, niés, parfois assimilés ou déplacés de force, violemment réprimés quand ils réclament leurs droits, les Kurdes inspirent une profonde indifférence aux dirigeants de la plupart des pays, dont la France, qui ne veulent pas froisser la Turquie. Pourtant, ils existent. L'un d'eux a même joué un grand rôle dans l'Histoire : Saladin, qui reprit Jérusalem aux croisés en 1187, était kurde. Les Kurdes occupent le même territoire depuis plus de deux mille cinq cents ans, une histoire qui puise ses racines tellement loin qu'ils revendiquent une parenté plus ou moins mythique avec les Mèdes, et ils avaient créé un empire avant même celui des Perses en 612 av. J.-C.

Pourtant, au fil des siècles, ils n'ont jamais réussi à constituer un Etat homogène. Leur territoire en grande partie montagneux est morcelé en vallées plus ou moins isolées ; ils parlent plusieurs dialectes. Et leur société aux structures tribales a longtemps été marquée par les rivalités entre diverses petites dynasties locales.

Après avoir subi une série d'invasions, dont celle des Mongols, les Kurdes se retrouvent au XVI^e siècle pris entre les ambitions contradictoires de la dynastie perse des Safavides et des Turcs ottomans. La majorité des émirs kurdes s'allient aux Ottomans. L'accord conclu avec ces derniers reconnaît leur autonomie contre la défense des frontières de l'empire. Mais, au XIX^e siècle, les sultans ottomans tentent de créer une administration centralisée. Les réformes introduites au Kurdistan à partir de 1827 incitent certains princes kurdes à se révolter. Ainsi Bedir Khan, l'émir de la principauté de Cizre-Botan, se taille en 1844 un royaume allant de la Perse au Tigre. Il est battu par les Turcs en 1846.

En 1898, des représentants des milieux nationalistes kurdes, dont beaucoup viennent de familles princières, publient la revue patriotique *Kurdistan*. A la fin de la Première Guerre mondiale, le Comité pour

POURQUOI ON EN PARLE ?

ENTRE DIVISIONS ET RIVALITÉS

L'actualité au Moyen-Orient a remis la question kurde à l'ordre du jour. En Occident, des reportages pleins d'admiration et de sympathie, et même l'an dernier un film, célèbrent les peshmergas kurdes des deux sexes qui, en Irak et en Syrie, combattent avec détermination les terroristes de Daech. Depuis le début de la décennie, les Kurdes apparaissent comme un élément clé de la scène moyen-orientale. Pourtant, il est difficile de s'y retrouver tant la situation est complexe. La principale organisation politique kurde, le PKK, bien qu'étant un acteur incontournable, figure officiellement avec ses alliés sur la liste des organisations terroristes, aussi bien en Turquie qu'aux Etats-Unis et dans l'Union européenne. Les autres partis kurdes d'Irak et de Syrie sont divisés et souvent rivaux. Enfin, la Turquie d'Erdogan demeure viscéralement hostile aux Kurdes, tout en ayant noué des liens très étroits avec le Kurdistan irakien autonome, dont le dirigeant s'aligne sans états d'âme sur Ankara. ■ P.V.



INSTRUMENTALISATION



LE LEADER KURDE
MAHMOUD BARZANDJI,
ici en août 1911.

le relèvement du Kurdistan, fondé en décembre 1918, contacte les représentants des grandes puissances pour leur rappeler les droits de la nation kurde à un Etat et exercer une influence sur les négociations de paix. Mais le redressement inattendu de la Turquie, consacré par le traité de Lausanne en 1923, met fin au projet d'un Kurdistan indépendant. Après la Première Guerre mondiale, les Kurdes écartelés entre quatre pays sont instrumentalisés par les puissances mandataires en Syrie et en Irak, la France et la Grande-Bretagne. La première favorise leur implantation dans les régions voisines de la Turquie pour renforcer sa position lors de la délimitation de la frontière. La seconde crée une région autonome kurde dans le nord de l'Irak, sorte de zone tampon entre l'Irak arabe et la Turquie. Comble du cynisme, par la suite, tout en réprimant les Kurdes qui vivent sur leur territoire, chaque pays soutient ponctuellement les mouvements kurdes chez ses voisins.

Hostilité féroce de la Turquie

La non-application du traité de Sévres suscite une série d'insurrections. En Irak, en novembre 1922, le cheikh Mahmud Barzandji se proclame roi du Kurdistan. Des Kurdes iraniens se joignent à ses forces, mais les Britanniques viennent à bout de sa révolte en 1924. En février 1925, les Kurdes de Turquie se soulèvent dans 14 provinces du Sud-Est pour créer un autre royaume kurde. La répression est féroce : les leaders et plusieurs centaines de rebelles sont exécutés. En octobre 1927, une autre révolte proclame la République d'Ararat. Malgré les renforts fournis par les Kurdes d'Irak et de Syrie, et la neutralité bienveillante du chah d'Iran, elle est écrasée au printemps 1931. Les renforts venus d'Irak sont menés par Ahmed Barzani, qui poursuit ensuite le combat en Irak en 1932 avec son frère Mustafa.

En Turquie, la politique à l'égard des Kurdes ne cesse de se durcir. L'objectif est de nier leur existence. On interdit l'emploi de leur langue en public, on les force à adopter des patronymes turcs et on les qualifie officiellement de « Turcs des montagnes ». En 1932, on envisage même de les déporter en Anatolie centrale et de les remplacer par des turcophones, pour rompre la continuité territoriale avec les Kurdes des pays voisins.

La Seconde Guerre mondiale relance la lutte indépendantiste et, en 1945, la Ligue nationale kurde Khoybun, fondée à Beyrouth en 1927, remet un mémorandum à >



L'ATTAQUE DE HALABJA

En 1988, l'Irak lance une véritable campagne d'extermination contre les Kurdes, qui culmine avec l'attaque au gaz de la ville de Halabja, qui fera 5 000 victimes, pour la plupart des femmes et des enfants.

> l'ONU lors de la conférence de San Francisco. Puis en janvier 1946, grâce au soutien soviétique, Muhammad Qazi proclame la République du Kurdistan à Mahabad, en Iran. Mustafa Barzani assure sa défense avec 500 peshmergas. L'éphémère République est écrasée en décembre 1946. Muhammad Qazi est pendu. Mustafa Barzani et ses hommes se réfugient en URSS. Quand la République est proclamée en Irak en 1958, les leaders kurdes rentrent et engagent des négociations pour obtenir l'autonomie. Face à l'opposition de la junte militaire, le PDK (Parti démocratique du Kurdistan) choisit la lutte armée en 1961. Les hostilités, interrompues par une paix précaire, s'achèvent en 1974 par un désastre pour les Kurdes. En outre, les accords d'Alger, signés l'année suivante entre l'Irak et l'Iran, les privent du soutien iranien.

En Turquie, la répression n'a jamais cessé : assassinats de leaders, destruction de villages, déplacements et parfois remplacement de populations. Mais une nouvelle génération urbanisée, éduquée et radicalisée apparaît, incarnée par Abdullah Ocalan. Etranger à la tradition tribale, il se réclame du marxisme-léninisme. Il fonde le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) en 1978. Toute solution pacifique s'avérant impossible,

la guérilla entrecoupée de trêves qui oppose le PKK à l'armée et aux milices nationalistes a fait plus de 30 000 morts dans le pays depuis 1984.

En Syrie, entre 120 000 et 150 000 Kurdes sont déchus de leur nationalité en 1963 ; à partir de 1966, on exproprie de nombreux Kurdes et on cède à des colons arabes les terres les plus fertiles situées le long des frontières turque et irakienne (2). Il s'agit toujours de briser la continuité territoriale entre les régions kurdes. Parallèlement, on impose l'arabisation des patronymes et on interdit l'usage du kurde dans les lieux publics.

En Iran, la révolution islamique de 1979 éveille des espoirs. Les Kurdes tentent de négocier un statut d'autonomie et de contrôler militairement leur territoire. Leur désillusion est grande : en août 1979, l'ayatollah Khomeyni prêche le djihad contre eux. La guérilla dure jusqu'en 1983 et fait des milliers de victimes. Dans le même temps, alors que les services secrets iraniens procèdent à l'assassinat systématique des dirigeants du PDKI (Parti démocratique du Kurdistan iranien), l'Iran soutient les Kurdes irakiens pour tenter d'abattre le régime de Saddam Hussein. Les peshmergas de Massoud Barzani combattent donc aux côtés des Ira-

GRÂCE NOTAMMENT AU RÔLE FONDAMENTAL QU'IL JOUE DANS LA LUTTE CONTRE DAESH, LE KURDISTAN IRAKIEN EST LA SEULE ENTITÉ KURDE RECONNUE SUR LE PLAN INTERNATIONAL.

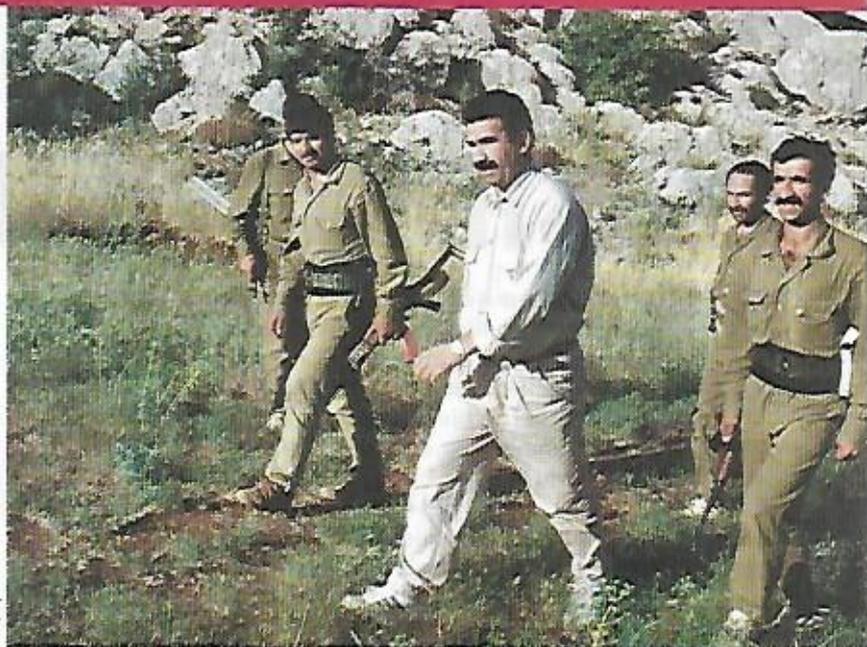
niens durant la guerre entre l'Irak et l'Iran (1980-1988). En représailles, l'Irak lance en 1988 une véritable campagne d'extermination. L'armée détruit 2 000 villages et élimine 182 000 civils kurdes. Le processus culmine quand l'aviation irakienne largue des gaz sur la ville de Halabja, le 16 mars 1988 : l'attaque tue 5 000 personnes, dont les trois quarts sont des femmes et des enfants.

Parallèlement, la Syrie, hostile à la Turquie, accueille les miliciens du PKK jusqu'en 1998. Il s'agit de nier le problème kurde en Syrie, avec l'assentiment du PKK lui-même : l'énergie des Kurdes de Syrie est détournée vers le soutien à la lutte armée en Turquie.

Luttes internes et soutiens extérieurs

À l'issue de la première guerre du Golfe, on crée en 1991 une zone d'exclusion aérienne au-dessus du Kurdistan irakien. C'est le premier pas vers l'autonomie de la région. Mais une terrible guerre civile qui fait plusieurs milliers de morts oppose, entre 1994 et 1998, les deux grands partis kurdes, le PDK et le l'UPK (Union patriotique du Kurdistan). Le premier fait appel à l'aide de Saddam Hussein. L'UPK s'appuie sur l'Iran. Le conflit s'achève par un compromis : le PDK gouverne le nord-ouest du Kurdistan irakien, l'UPK, le sud-est...

Aujourd'hui, la région autonome est dirigée par Massoud Barzani. Président élu du gouvernement régional de juin 2005 à août 2015, il l'est resté en l'absence de nouvelles élections. Car le Kurdistan irakien, rongé par la corruption, voit ses libertés publiques reculer (3). Grâce à son statut fédéral, et au rôle militaire fondamental qu'il joue dans la lutte contre Daech, c'est toutefois la seule entité kurde reconnue sur le plan international. De façon surprenante, Barzani entretient d'excellentes relations avec Erdogan, qui l'a reçu à Ankara en 2010 puis s'est rendu en mars 2011 à Erbil, la capitale du Kurdistan irakien. Barzani qualifie le PKK d'organisation terroriste, ainsi que les YPG (Unités de protection du peuple) kurdes syriennes, qui combattent pourtant Daech avec détermination. Et Erdogan espère profiter



ABDULLAH ÜCALAN, fondateur en 1978 du Parti des travailleurs du Kurdistan en Turquie (PKK), où il est détenu depuis 1999. Ici, au Liban, en 1988.

de prix avantageux sur les ressources en pétrole et en gaz du Kurdistan irakien.

L'expérience du Rojava (Kurdistan de l'Ouest), en Syrie, qui vise à unifier des cantons à majorité kurde dans un cadre fédéral et multiethnique, suscite parfois un grand enthousiasme en Occident (4) : on salue ses peshmergas qui ont joué un rôle de premier plan lors de la bataille de Kobané (2014-2015), son programme aux accents libertaires, le respect d'une stricte égalité entre hommes et femmes. Mais le Parti démocratique du Kurdistan syrien, proche du PDK de Barzani, et Amnesty International (5) ont accusé les YPG de débordements : villages rasés, populations arabes déplacées, enrôlements de force, arrestations arbitraires. Les Occidentaux se gardent bien de reconnaître l'autonomie du Rojava pour ne pas froisser la Turquie. Les États-Unis, qui arment les peshmergas des YPG et leur apportent un soutien aérien, ont toutefois affirmé, début mars, par la voix d'un de leurs généraux, qu'il n'y avait « aucune preuve » qu'ils constituent une menace pour la Turquie (6).

En dépit des espoirs suscités par ces quelques pas en avant, les dissensions entre les divers mouvements kurdes, l'hostilité indéfectible de la Turquie, l'alignement du Kurdistan irakien sur cette dernière, ou encore la frilosité et l'indifférence du reste du monde à l'endroit de ce peuple ne laissent pas vraiment présager la création d'un État kurde à brève échéance. ■ P.V.

(1) *La Réponse kurde*, de Sylvie Jan et Pascal Torre, éd. France Kurdistan, 2015.

(2) « Syrie : le facteur kurde », de Julie Gauthier, *Outre-terre. revue européenne de géopolitique*, n° 14, 2006.

(3) « Au Kurdistan irakien, la liberté sous condition », d'Oriane Verdier, *Libération*, 27 février 2017.

(4) « Rojava : un espoir démocratique dans une région en proie au terrorisme et à l'extrémisme », de Chloé Guille, *Cipadh* (Centre international pour la paix et les droits de l'homme), 9 juin 2016.

(5) « Amnesty accuse les forces kurdes syriennes d'avoir commis des crimes de guerre », *Le Monde*, 13 octobre 2015.

(6) « A Manbij, point de friction des factions du conflit syrien », de Luc Mathieu, *Libération*, 5 mars 2017.



MASSOUD BARZANI dirige la région autonome du Kurdistan irakien depuis juin 2005. Son mandat aurait dû prendre fin en août 2015, mais faute de nouvelles élections, il est resté à son poste.